

ments superflus n'offrent pas la solution au problème du logement.

La construction d'immeubles à usage locatif ne représentait que 17 p. 100 du nombre total de mises en chantier au Canada en 1988. Dans certaines régions, la construction de nouveaux immeubles privés à usage locatif a quasiment disparu. Au moment où le besoin de logements à prix abordable se fait de plus en plus sentir, le gouvernement décide d'abandonner ses responsabilités.

Voici le dossier affligeant du gouvernement. Deux mois seulement après son élection en 1984, il réduisait de 29,4 millions de dollars le Programme d'aide à la remise en état des logements et retirait environ 9,6 millions de dollars au budget des logements sociaux. En 1986, il sabrait encore une fois le Programme d'aide, le réduisant de moitié. Pendant ce temps, les subventions et les contributions de la SCHL diminuaient de 400 millions de dollars par année. Le budget de 1989 éliminait la partie du Programme qui touchait les immeubles à usage locatif. Le gouvernement retirait ainsi l'aide essentielle qu'il accordait jusque là aux propriétaires pour qu'ils rénoverent leurs immeubles. La plupart des subventions accordées dans le cadre de ce programme servaient à la réfection de nos anciens immeubles. Les réductions ne nuiront qu'aux pauvres, puisqu'elles supprimeront leur dernière chance d'obtenir un logement adéquat et les obligeront à vivre dans des conditions inacceptables.

En 1986, le gouvernement se déclarait en faveur des logements sociaux. Il a lancé un programme visant la construction annuelle de 5 000 logements à l'intérieur de coopératives d'habitations. Incapable de respecter son engagement pendant trois années consécutives, il réduit de 25 p. 100 le programme coopératif d'habitations, et seulement 1 900 logements sont construits en 1989. Et pourtant, les listes d'attente ne font qu'allonger.

Quel genre de programme de logement le gouvernement a-t-il à offrir aux 54 000 Ontariens inscrits sur des listes d'attente pour obtenir un logement coopératif ou sans but lucratif? Quels programmes gouvernementaux sont en place pour les 14 000 familles à Montréal seulement qui attendent un logement social? Quels programmes gouvernementaux sont en place pour aider les gens de Vancouver, de Halifax et même de London, en Ontario, qui attendent un logement à prix abordable?

Les coûts de logement ont augmenté d'année en année à un rythme supérieur à celui de l'inflation, mais le gouvernement actuel a réduit à maintes et maintes reprises les dépenses consacrées au logement social. Elles ont

diminué de près de 20 p. 100 depuis cinq ans par rapport à la période de 1980-1984.

Le gouvernement conservateur a supprimé les programmes de logement dont on a le plus désespérément besoin à un moment où ils peuvent être le plus utiles. Il a encore une fois réduit dans son dernier budget les fonds terriblement nécessaires pour le logement social. Cela veut dire que les 54 000 familles ontariennes et les 14 000 familles montréalaises resteront sur les listes d'attente pour le logement public.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Monsieur le Président, le député a signalé dans son excellente intervention certaines des réductions budgétaires les plus pénibles que le gouvernement a imposées à l'industrie canadienne de la construction domiciliaire. Il est malheureux que l'ex-ministre des sans-abris ne soit pas à la Chambre. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Le député devrait savoir qu'il ne doit pas parler de la présence ou de l'absence du ministre. Il sait qu'il ne devrait pas le faire. Je n'en dirai pas davantage.

M. Milliken: Je l'ai dit parce que je pensais qu'il serait ici pour l'entendre. Je sais qu'il le lira plus tard dans le *hansard*. Je sais que la crise du logement l'inquiète, quoique son gouvernement y fasse moins que rien.

J'aimerais que le député de London-Est détaille les compressions que le gouvernement applique dans le domaine de l'habitation. Je sais qu'il en a énumérées quelques-unes dans son discours, mais je suis sûr qu'il y en a d'autres. Il pourrait peut-être en donner la liste à la Chambre pour faciliter les choses à ceux qui veulent comprendre ce que fait le gouvernement exactement.

M. Fontana: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question très pertinente.

La liste est tellement longue, monsieur le Président, que vous devrez peut-être m'interrompre encore une fois pour me signaler que j'ai épuisé mon temps de parole. De 1984 à 1990, le gouvernement, dans ses budgets et autres mesures, n'a pas cessé de réduire les programmes de logements sociaux.

Ce n'est pas moi qui vais apprendre aux députés que les listes d'attente dans leurs localités ne cessent de s'allonger. C'est dommage que le gouvernement ait un ministre d'État à l'Habitation, car il n'a pas de politique nationale de l'habitation. Pour ce qui est des programmes, le gou-